|  |  |
| --- | --- |
| LOGO COLLECTIVITE | **N°**……………  **Arrêté portant radiation des cadres pour cause de décès**  M  Grade |

Le Maire de la Commune de *(ou le Président de)* .................................................,

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

Vu le décret n°2003-1306 du 26 décembre 2003 modifié, relatif au régime de retraite des fonctionnaires affiliés à la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales,

*(le cas échéant)* Vu l’arrêté du 28 août 2009 pris pour l'application du décret n° 2002-634 du 29 avril 2002 modifié portant création du compte épargne-temps dans la fonction publique de l'Etat et dans la magistrature,

*(le cas échéant)* Vu le décret n°2004-878 du 26 août 2004 modifié relatif au compte épargne-temps dans la fonction publique territoriale,

Vu l’acte de décès de M…………………, …………………………… *(grade),* survenu le ………………………,

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :** M………………… est radié des cadres à compter du …………… *(lendemain du décès)*

**ARTICLE 2 :** Le traitement de Madame/Monsieur , augmenté le cas échéant dusupplément familial de traitement, de la nouvelle bonification indiciaire, du complément de traitement indiciaire et des primes, est versé jusqu’au...

*(Le cas échéant)*

**ARTICLE 3** : Les droits acquis au titre du compte épargne-temps de M………………… donnent lieu à une indemnisation de l’ayant droit ou des ayants droit.

Le nombre de jours accumulés sur le compte épargne-temps du défunt ou de la défunte est multiplié par le montant forfaitaire correspondant à la catégorie hiérarchique à laquelle il ou elle appartenait soit ... (nombre) jours épargnés, multiplié par ... *(montant forfaitaire indiqué au sein de l’article 4 de l’arrêté du 28 août 2009)* pour un montant total de ... €.

*(Le cas échéant)*

**ARTICLE 4** : Les droits à congés annuels restant à courir de M…………………, au jour de son décès, donnent lieu à une indemnisation de l’ayant droit ou des ayants droit.

**ARTICLE 5 :** Le Secrétaire Général *(ou le Directeur Général des Services)* est chargé de l’exécution du présent arrêté qui sera transmis au représentant de l’Etat et notifié à l’agent.

Ampliation adressée :

- au Président du Centre de Gestion de la Charente

- au Comptable de la collectivité

- à la CNRACL

Fait à………………………,

le……………………………

Prénom, Nom et qualité du signataire

|  |
| --- |
| Le Maire (*ou le Président*),  - certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,  - informe que le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de POITIERS (86) dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.  Ce recours peut être déposé sur l’application informatique « Télérecours citoyens », accessible par le site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)  Notifié le ……………………………..  Signature de l’agent : |